Le national-populisme en Autriche et en Allemagne : approche comparative de l'AfD et du FPÖ

Patrick Moreau

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/655>

DOI : 10.4000/allemande.655

ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2018

Pagination : 159-182

ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Patrick Moreau, « Le national-populisme en Autriche et en Allemagne : approche comparative de l'AfD et du FPÖ », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 50-1 | 2018, mis en ligne le 30 juin 2019, consulté le 02 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/allemande/655> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.655>

Le national-populisme en Autriche et en Allemagne : approche comparative de l'AfD et du FPÖ

■ Patrick Moreau *

1. Introduction

Les systèmes politiques de l'Union européenne sont entrés dans une phase de mutations profondes dont les causes sont multiples. Parmi les facteurs centraux, on trouve à l'Ouest l'affaiblissement continu des milieux traditionnels entraînant une baisse de la fidélité des électeurs. Le milieu conservateur – arc-bouté sur les Églises et la paysannerie – et le milieu socialiste/communiste – articulé autour du trinôme syndicat, grandes entreprises industrielles, prolétariat/classe ouvrière – sont entrés dans une phase de déclin irréversible. À l'Est, le monde post-communiste n'a jamais connu de fidélisation des électeurs, d'où une extrême volatilité des choix politiques. D'autres facteurs jouent, dans l'ensemble de l'Europe, un rôle important et cumulatif. Les crises économiques depuis 2008, mais surtout celle des réfugiés depuis 2015, ont été des accélérateurs des transformations en cours. Une double crise idéologique du conservatisme et de la social-démocratie/socialisme, une critique croissante du libéralisme et de la globalisation, un affaiblissement relatif des partis communistes⁽¹⁾ ont abouti à l'apparition ou au renforcement de nouveaux acteurs populistes⁽²⁾ de gauche (Syriza, Podemos, Front de Gauche...) et nationaux-populistes (FN, FPÖ, Vrais Finlandais...)⁽³⁾.

La fondation de l'AfD et la marche au pouvoir du Parti de la Liberté (*Freiheitliche Partei Österreich* – FPÖ) sont un aspect de ces évolutions systémiques. Pour le FPÖ, il

* Docteur en histoire et en sciences politiques, chargé de recherches au CNRS et membre du Laboratoire Dynamie de l'Université de Strasbourg.

1 Stéphane COURTOIS, Patrick MOREAU, *En Europe, l'éternel retour des communistes 1989-2014. Communisme 2014*, Paris, Vendémiaire, 2014.

2 «European Populism: Trends, Threats, and Future Prospects», in: <https://institute.global/insight/renewing-centre/european-populism-trends-threats-and-future-prospects>

3 Uwe BACKES, Patrick MOREAU (éd.), *The Extreme Right in Europe. Current Trends and Perspectives*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2012.

ne s'agit pas d'une surprise politique, la place électorale grandissante des *Freiheitlichen* (élections présidentielles de 2016 – candidat Norbert Hofer – 46,21 % des suffrages) rendant cette hypothèse plus que vraisemblable dans le cadre de la non-reconduction d'une grande coalition ÖVP-SPÖ⁽⁴⁾. La percée de l'Alternative pour l'Allemagne (*Alternative für Deutschland* – AfD) fut par contre un tsunami politique, dont les conséquences futures restent imprévisibles⁽⁵⁾.

2. Histoires et enracinement

2.1. Le FPÖ, un « vieux » parti modernisé

Depuis la fin des années 80, le FPÖ a joué un rôle important dans le système politique. Cette centralité se renforce dans les élections régionales et nationales depuis 2013.

Tableau 1 : Les résultats électoraux nationaux du FPÖ 1949-2017 (en %)

1949	11,7	1971	5,5	1995	21,9
1953	10,9	1975	5,4	1999	26,9
1956	6,5	1979	6,1	2002	10
1959	7,7	1983	5,0	2006	11,0
1962	7,0	1986	9,7	2008	17,5
1966	5,4	1990	16,6	2013	21,4
1970	5,5	1994	22,5	2017	25,97

Aux élections présidentielles de 2016, Norbert Hofer, le candidat du FPÖ, obtenait 46,2 % des suffrages.

Tableau 2 : Les résultats régionaux du FPÖ (2013-2015) ainsi qu'aux présidentielles de 2016 (en %)

FPÖ	Régionales	Présidentielles 2016	
		1 ^{er} tour	2 ^e tour
Burgenland 2015	15,0	41,9	58,1
Carinthie 2013	16,8	38,8	54,6
Basse-Autriche 2013	8,2	35,5	49,3
Haute-Autriche 2015	30,4	35,1	44,7
Salzbourg 2013	17,0	37,3	48,0
Styrie 2015	26,8	38,8	52,7
Tyrol 2013	9,3	35,5	45,3
Vorarlberg 2014	23,4	30,0	37,5
Vienne 2015	30,8	27,6	34,3
		35,0	46,2
Basse-Autriche 2017	14,7		

4 Patrick MOREAU, *De Jörg Haider à Heinz-Christian Strache : l'extrême droite autrichienne à l'assaut du pouvoir*, Paris, Éditions du Cerf, 2012 ; du même, *L'Autriche des populistes*, Paris, Fondapol, 2016 ; du même, *Autriche : virage à droite*, Paris, Fondapol, 2017.

5 Patrick MOREAU, *L'autre Allemagne : Le réveil de l'extrême droite*, Paris, Vendémiaire, 2017.

Le système politique autrichien présente un certain nombre de caractéristiques spécifiques. Nous trouvons de puissants partis populaires (*Volksparteien*) de gauche (les sociaux-démocrates du *Sozialdemokratische Partei Österreichs* – SPÖ) et de droite (les conservateurs de l'*Österreichische Volkspartei* – ÖVP, aujourd'hui la Liste Kurz), ainsi qu'un parti Vert (*Grünen*). Le courant libéral est par contre chétif (échec du *Liberales Forum* – LIF dans les années 90 et faible courant *Das Neue Österreich und Liberales Forum* – NEOS actuellement).

La montée en puissance du FPÖ à partir de 1986 est un effet de l'évolution du système politique autrichien et de son blocage.

La seconde République autrichienne, fondée en 1945, est caractérisée par une hypertrophie des partis politiques, surtout l'ÖVP et le SPÖ. Au-delà de leur fonction de recrutement strictement politique (élus et gouvernement), ces partis choisissaient les personnels de direction des branches économiques et du système éducatif. L'Autriche devenait l'incarnation de la « démocratie de concordance » (*Proporz*). Les élites sociales-démocrates et conservatrices mettaient en place un système de garantie réciproque de participation au pouvoir, qui avait comme objectif – atteint jusqu'en 1986 – de neutraliser tout risque de remise en cause électorale. Dans ce contexte d'hyperstabilité politique, la culture politique d'opposition était très faible et se heurtait au cartel des partis dominants appuyés sur les associations économiques et les syndicats. On parle d'Austro-corporatisme. Le FPÖ était pour ces raisons en marge du système politique (*outsider party*) et pouvait faire de la démocratie de concordance et du système de la *Proporz* son premier ennemi. Les succès de Jörg Haider à partir de 1986 sont donc à comprendre comme un phénomène de « déconcentration » d'un système politique ayant atteint son maximal d'intégration vers 1975.

Le FPÖ est présenté, largement à juste titre, comme une variante d'un phénomène européen, qualifié de « national-populiste » et englobant de nombreuses formations, comme les Partis de la Liberté, la Ligue du Nord, les Vrais Finlandais, le *Vlaams Belang*, le Front national... Néanmoins, ce parti est tant sur les plans personnel et idéologique enraciné dans le passé autrichien depuis le XIX^e siècle (*insider party*). Il est un héritier du courant « national-allemand » et de son histoire, et à travers lui du national-socialisme (autrichien et hitlérien).

La fondation du FPÖ sur les restes organisationnels de l'Association des indépendants, créée en 1949 (*Verband der Unabhängigen* – VdU), était dictée par la volonté de donner aux anciens nationaux-socialistes un parti d'accueil, leur assurant un retour en politique. Rapidement, le FPÖ se voyait accepter comme un acteur du système politique autrichien des années 50 et 60. Dès 1957, le FPÖ et l'ÖVP proposaient un candidat commun à la présidence de l'Autriche (Wolfgang Denk), qui n'allait pas être élu. À partir de 1963, des contacts s'établissaient entre un FPÖ à cette époque sur une ligne nationale-libérale avec le SPÖ qui aboutissait en 1983 à une coalition, qui durera jusqu'à l'arrivée à la direction du parti de Jörg Haider en 1986. Au lendemain des élections générales de 1999, le FPÖ alors premier parti d'Autriche – puis sa scission de 2005 l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche (*Bündnis Zukunft Österreich* – BZÖ) – restait six ans aux gouvernements Schüssel I et Schüssel II, dirigés par le chancelier ÖVP Wolfgang Schüssel. Au niveau des *Länder* et des communes, le FPÖ était dans les années 90, ceci vaut naturellement en 2017, une force politique incontournable.

Si l'on se penche sur la situation européenne, la « normalité » politique du FPÖ est sans exemple. Nulle part, un autre parti, aussi clairement enraciné dans le passé national-socialiste et ses crimes, n'a trouvé une si vaste audience politique. La distanciation du FPÖ haiderien (son successeur Strache suit depuis 2005 une tout autre politique) d'avec le nazisme fut inexistant, les dérapages de Haider sur ce plan faisant la une des journaux nationaux et internationaux avec régularité.

Le FPÖ n'en était pas moins accepté depuis des décennies comme un concurrent légitime dans le système politique autrichien. Ceci parce que le SPÖ comme l'ÖVP jouaient en permanence avec l'idée d'utiliser le FPÖ comme « faiseur de majorité » et que les contacts interpartis donnaient au FPÖ une légitimité renouvelée. Ce que les électeurs percevaient clairement.

La question de la nature du FPÖ – parti extrémiste de droite et/ou parti national-populiste – est fort complexe et varie dans le temps. Il faut distinguer la période haiderienne (1986-2005) de la période Strache (2005-2017), même si des éléments de continuité existent.

Le FPÖ haiderien est un parti extrémiste de droite parce qu'il n'a jamais rompu de manière claire et convaincante avec le (et son) passé national-socialiste, ni avec l'antisémitisme. Jörg Haider n'a jamais condamné la « guerre raciale » de Hitler, mais a reconnu au contraire le « fait soldatique » (les odes aux anciens combattants, *Wehrmacht* et SS). Enfin, le FPÖ (Haider et ses proches du parti) a entretenu un révisionnisme historique (mais pas ouvertement négationniste) rampant. Le FPÖ haiderien était donc, pour toutes ces raisons, un parti extrémiste de droite, une stratégie abandonnée par le FPÖ de Strache, qui voulait et a totalement dédiabolisé le parti. Ce qui l'a conduit à adopter une ligne pro-sioniste et à tenter de faire taire toute apologie du national-socialisme dans les rangs du parti. La « qualité » de ce virage et sa durabilité restent à prouver, mais il est incontestable.

Le FPÖ est aussi, ceci depuis sa montée en puissance électorale à partir de 1986, un parti populiste de droite/national-populiste. Il a réussi à jouer au mieux sur son double rôle (relatif) de parti hors du système et de parti organique de ce même système (à travers son enracinement dans le courant national-allemand). À juste titre, on peut interpréter l'efficacité de ce double positionnement (l'arrivée au pouvoir en 2000) comme le début d'une évolution post-moderne de la société autrichienne. Le FPÖ de Haider, mais aussi celui de Strache, est devenu un parti qui a su dépasser les « clivages » (surtout de classe) traditionnels des autres partis et, si l'on excepte celui des sexes (la faible attractivité du FPÖ pour les femmes), colle à d'autres clivages, comme celui des générations (préférences des jeunes). Le FPÖ est ainsi devenu en 15 ans un parti ouvrier (1986: 10 %; 1990: 21 %; 1994: 29 %; 1995: 34 %; 1999: 47 %), cette tendance se poursuivant en 2016/2017. Le FPÖ de Haider attirait jusqu'en 1999 surtout des hommes, des hommes jeunes, des électeurs à faible niveau d'éducation et sans liens syndicaux, des ouvriers et des votants à faible lien religieux, le parti de Strache ayant les mêmes bases électorales en 2017.

2.2. L'élection au Conseil national du 15 octobre 2017

La campagne pour l'élection au Conseil national de 2017 fut dominée par Sebastian Kurz. Fondée en juillet 2017, la Liste Sebastian Kurz, le nouveau parti populaire qui

double l'ÖVP (*Liste Sebastian Kurz – Die neue Volkspartei – ÖVP*), a à sa tête une personnalité brillante, servie par sa jeunesse et son talent oratoire⁽⁶⁾. L'ÖVP continue à exister au niveau national et dans les *Bundesländer*. Pour le premier échelon, la majorité de ses anciens cadres nationaux dirigeants se sont ralliés ou ont été remplacés par des personnalités désignées par Kurz. En échange, dans les *Bundesländer*, Kurz n'a pas touché aux appareils régionaux et a fait un deal : les « éléphants » régionaux (ministres-présidents et présidents de fédérations) gardent le contrôle sur leurs appareils régionaux, mais en échange soutiennent inconditionnellement Kurz. Au-delà de quelques rares résistances locales restées sans effets, Kurz a réussi son pari.

Pour marquer sa différence, Sebastian Kurz a abandonné la couleur noire traditionnelle de l'ÖVP et fait le choix d'une nouvelle couleur turquoise. La dimension la plus marquante était la liste des 100 candidats de la Liste Kurz, qui ne comptait que peu de cadres ÖVP historiques (seulement 9 des 51 députés actuels de l'ÖVP) et laissait la place à 50 % de femmes et 50 % d'hommes (âge moyen 49,5 ans) présentés comme des « experts », souvent sans passé politique ou venus d'autres partis comme le FPÖ, le BZÖ, les Verts ou le SPÖ.

Sur le plan politique, Kurz est un « conservateur du point de vue des valeurs » (*Wert-konservativ*), attaché au patriotisme culturel de la *Heimat* et à la nation autrichienne, aux valeurs familiales et chrétiennes, critique de la construction européenne, hostile à l'immigration. Il n'est cependant ni réactionnaire ni homophobe. C'est un défenseur actif des droits des femmes. Il est économiquement un partisan de l'économie sociale de marché à la Ludwig Erhard. Soucieux des inégalités croissantes existant en Autriche, il promettait une politique de redistribution devant passer avant tout par la prospérité économique, dont les bénéfices sont à distribuer d'abord aux seuls Autrichiens.

Kurz dénonçait, lors de sa campagne, l'échec des politiques d'intégration des coalitions précédentes et pronostiquait un effondrement des systèmes sociaux, de santé et de retraites en cas de poursuite des migrations économiques. Il ne contestait pas le droit d'asile mais réclamait des critères stricts d'application. Il souhaitait aussi une limitation des migrations économiques d'origine européenne et se heurtait à la Commission de Bruxelles, dont il trouvait les pouvoirs trop larges. Critique de la politique monétaire de la Banque centrale européenne, Kurz ne remettait pas en cause la construction européenne, ni l'Euro, mais il plaidait pour un ralentissement du processus d'extension et rejetait catégoriquement l'adhésion de la Turquie. Son discours sécuritaire et anti-islamisation répondait aux craintes des Autrichiens, inquiets devant les risques terroristes, la petite et grande criminalité transnationale et l'islamisation (ghettos). Sur le plan intérieur, il jugeait épuisé le modèle « Grande Coalition » et souhaitait une modernisation du système politique, avec un recours à la démocratie directe.

Le FPÖ allait se retrouver sur la défensive lors de cette campagne. Son succès lors de la dernière présidentielle (46,2 %) en 2016 se révélait une victoire à la Pyrrhus. Au lendemain de l'élection, Strache, fort de ses 35 % d'intentions de vote dans les sondages, réclama le poste de chancelier aux prochaines élections nationales. Néanmoins, le parti ne réussit pas à maintenir sa position dominante, les sondages montrant un

6 Paul RONZHEIMER, *Sebastian Kurz. Die Biografie*, Fribourg-en-Brisgau, Verlag Herder, 2018.

déclin relatif du FPÖ à 25 % environ, ceci pour de nombreuses raisons. En premier lieu, Heinz-Christian Strache a changé physiquement depuis son mariage en 2016. Il a pris du poids et fait le choix de porter des lunettes, cachant ses étonnants yeux bleus. Certes, il a renoncé à cet accessoire pendant la campagne mais a perdu la bataille de la modernité et du renouveau, incarnée par Sebastian Kurz, surnommé *Milchbubi*, le « petit jeune ». Plus généralement, le FPÖ lui-même apparaissait désormais comme un « vieux parti ». Il existe de fait depuis 1949, face à une Liste Kurz, un parti-mouvement âgé de quelques mois. La campagne du FPÖ allait être terne, le parti ne réussissant pas à se réinventer, alors que les questions sécuritaire et migratoire étaient récupérées par Kurz.

Le succès de Sebastian Kurz, à la tête de sa liste, est incontestable, avec 31,5 % des voix (+ 7,5 % par rapport aux résultats de l'ÖVP en 2013). Le SPÖ du chancelier Kern (26,9 % des suffrages, + 0,1 %) termine deuxième et se maintient à son niveau de 2013, suivi par le FPÖ de Strache (26 %, + 5,5 %).

L'élection au Conseil national de 2017 montre que la Liste Kurz l'emporte dans les campagnes et que le SPÖ a ses bastions dans les villes. Pour l'ÖVP, il s'agit d'un héritage des milieux conservateurs (Église, paysannerie, villages), certes en dissolution depuis les années 1960, mais encore existant dans certains *Bundesländer*. Les communes rurales ont voté à 38 % pour Kurz et à 29 % pour le FPÖ, soit une confortable majorité. Dans les villes moyennes et les centres urbains, le SPÖ absorbe l'électorat *Grünen* et garde sa position dominante. Ceci vaut particulièrement à Vienne (34,6 %) ⁽⁷⁾. La Liste Pilz, héritière des *Grünen*, trouve également dans les villes l'essentiel de ses soutiens.

Pour ces élections, les transferts électoraux permettent de mesurer combien les électeurs ont modifié leurs préférences partisans.

La Liste Kurz conserve 84 % des électeurs ÖVP de 2013. Elle prend 168 000 voix au FPÖ, 114 000 au *Team Stronach* (un parti national-populiste), 84 000 aux *Grünen* et 44 000 au BZÖ (le parti de Jörg Haider). Ces chiffres montrent que le FPÖ n'a donc pas réussi à récupérer l'essentiel du courant national-populiste de 2013. Kurz profite aussi des nouveaux électeurs et des abstentionnistes 2013 (121 000 voix). Le SPÖ rassemble 73 % de ses électeurs 2013, gagne 161 000 voix venues des *Grünen*, mais perd 155 000 électeurs au profit du FPÖ. Le FPÖ retrouve 73 % de son électorat 2013. Il gagne plus de 95 000 voix des partis ÖVP, Stronach et BZÖ. Il profite des abstentionnistes et nouveaux votants (122 000 voix) et perd au profit de l'ÖVP 155 000 suffrages. Enfin, les *Grünen* subissent une très lourde défaite électorale, avec une perte d'électeurs au profit de toutes les autres formations, mais surtout du SPD et de la Liste Pilz.

Les choix électoraux par âge et par sexe rappellent les élections antérieures. Les hommes votent plus fréquemment FPÖ, qui connaît depuis des décennies un *gender gap*. Les femmes préfèrent le SPÖ et la Liste Kurz. Ventilé par tranche d'âge, le FPÖ est fort chez les moins de 30 ans alors que la Liste Kurz domine chez les 60 ans et plus. Ce groupe d'électeurs est depuis longtemps résistant au vote FPÖ.

7 G. GARTNER, M. HAMETER, « So haben die Menschen in Wien und Graz gewählt », *Der Standard*, 17 octobre 2017, <http://derstandard.at/2000066124434/Wien-und-Graz-So-haben-Ihre-Nachbarn-gewählt>

Tableau 3 : Les choix électoraux par sexe et âge (en %). Tableau simplifié

En %	SPÖ	ÖVP	FPÖ
Hommes	25	33	29
Femmes	29	30	22
<i>Tranches d'âges</i>			
– de 30 ans	17	28	30
30-59 ans	27	31	28
60 ans et plus	34	36	19
Hommes – de 30 ans	21	32	29
Hommes jusqu'à 45 ans	21	32	29
Hommes de plus de 45 ans	28	34	29
Femmes jusqu'à 45 ans	24	30	24
Femmes de plus de 45 ans	33	30	21

Source : SORA 2017.

Le FPÖ rassemble 59 % des votes ouvriers et 16 % seulement des retraités. De son côté, l'ÖVP recueille 41 % des votes des indépendants, ce qui reflète bien son implantation dans le monde agricole, les artisans et les commerçants. Le vote SPÖ est quant à lui fort présent chez les retraités.

Tableau 4 : Les choix électoraux par profession (en %). Tableau simplifié

En %	SPÖ	ÖVP	FPÖ
Ouvriers	19	15	59
Employés	26	31	26
Indépendants	14	41	23
Retraités	39	33	16

Source : SORA 2017.

Les choix électoraux en fonction du niveau éducatif sont très clairs : plus le niveau de formation est élevé, moins le FPÖ trouve d'électeurs. De même, une synthèse « sans ou avec le bac » souligne les déficits de la formation d'une « élite » pour le parti du FPÖ, alors que les résultats sont beaucoup plus homogènes pour le SPÖ et l'ÖVP.

Tableau 5 : Les choix électoraux par niveau éducatif (en %). Tableau simplifié

En %	SPÖ	ÖVP	FPÖ
École élémentaire	33	25	33
Apprentissage	25	28	37
École secondaire sans le bac	21	41	21
Bac	25	42	10
Université	31	32	7

Source : SORA 2017.

Les sondages nous apprennent que la clientèle FPÖ se sent comme la perdante de la démocratie de concordance. Son choix politique *freiheitlich* n'est en rien l'expression d'une volonté de se couler dans la mobilité sociale, mais l'expression d'un rejet de cette mobilité. On parle de « société hérisson » comme référence de ces électeurs. Elle a le sentiment que la sécurité – jadis offerte par la *Proporz* – n'est plus disponible pour tous et que l'économie de marché (et ses crises) a sonné le glas de la distribution des « profits ». Les élites politiques des grandes coalitions ont donc échoué, ce qui amène les électeurs FPÖ à se vivre comme « anti-élitiste » ou comme adhérent d'une nouvelle

élite de remplacement *freiheitlich* dont la fonction est voulue « redistributrice ». Le succès du FPÖ s'articule donc sur la ligne de conflit de la modernisation de la société autrichienne et agglomère, au moins dans sa première phase, les perdants de cette modernisation. Ce que les sondages confirment : le FPÖ est surtout fort dans les secteurs économiques non protégés. Néanmoins, Strache a réussi à agglomérer autour de ce vaste noyau « néo-prolétarien » des gagnants de la modernisation motivés par la préservation des acquis du passé, mais aussi motivés par des préoccupations nationalistes, xénophobes et identitaires. Une dimension que l'on retrouve partout en Europe au cœur de la poussée électorale populiste.

Pour autant, tous les partis nationaux-populistes en Europe se ressemblent-ils et faut-il faire du FPÖ une simple variante du phénomène ?

La réponse pour la période Haider est incontestable et négative. Alors que toutes les formations comme le *Schweizerische Volkspartei* (SVP), la Ligue du Nord, les Partis de la Liberté du nord de l'Europe se distancient clairement du passé fasciste ou national-socialiste, le FPÖ de Haider reste « révisionniste » et est typologiquement plus proche de partis comme Jobbik en Hongrie. Le FPÖ de Strache qui s'est éloigné de ce modèle se rapproche typologiquement des autres formations nationales-populistes. Ce qui explique que le FPÖ, longtemps isolé au Parlement européen, joue aujourd'hui un rôle central au sein du parti européen Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés (MENL) et de la fraction Europe des nations et des libertés (ENL).

Si l'on devait isoler une dimension spécifique de « l'extrémisme de droite » commun aux deux FPÖ de Haider et de Strache, nous la trouverions au niveau de la direction du parti et au-delà de l'élection de 2017 chez les élus FPÖ au Conseil national, les ministres FPÖ et les nouveaux responsables/chefs de section des ministères⁽⁸⁾. Le FPÖ recrute nombre de ses cadres dirigeants, et ceci comme tous les partis/mouvements nationaux-allemands du passé (*Alldeutsche, Großdeutsche Volkspartei* et NSDAP autrichien) dans le milieu des corporations d'étudiants nationalistes pratiquant le rite du duel (*Schlagende Studentenverbindung*). Jörg Haider appartenait à la *Burschenschaft Silvania*, Heinz-Christian Strache à la *Wiener pennale Burschenschaft Vandalia*. Ces corps ont une histoire qui remonte à la première moitié du XIX^e siècle et elles ont joué un rôle important lors de la révolution ratée de 1848. Cette culture des corps avait une dimension quasi aristocratique (le visage portait une scarification visible – *Mensur*) et coulait ses membres dans un monde idéologique inspiré du nationalisme (issu de la tradition antinapoléonienne) et d'un libéralisme précoce. À la fin du XIX^e siècle, la dimension libérale disparaissait et était remplacée par le nationalisme allemand (*Deutschnationalismus*) et par un antisémitisme de plus en plus virulent, non plus d'origine religieuse, mais à fondement racial.

Cette culture des corps, qui constitue un milieu normé (masculin, duel et blessure, identité politique), a marqué l'extrémisme de droite autrichien comme nulle part ailleurs. Le lien de causalité entre ce milieu et l'apparition d'un champ politico-idéologique

8 Cf. <https://www.gbw.at/oesterreich/artikelansicht/beitrag/die-deutschnationalen-burschenschaften-und-ihre-netzwerke/>; https://diepresse.com/home/innenpolitik/5360772/FPÖe_Die-Burschenschafter-im-Nationalrat#slide-5360772-3; <https://kurier.at/politik/inland/burschenschafter-in-oesterreich-rechte-parallelwelt-mit-schmiss/307.625.104>; <https://diepresse.com/home/innenpolitik/5363702/Burschenschaft-in-Oesterreich>

spécifique, qui survit et prospère en 2017 au sein du FPÖ, est autrichien et autrichien seulement. Cet enracinement historique indéniable fait que l'extrémisme de droite dans ce pays a toujours joui d'une sorte de respectabilité sociale. L'autre avantage de ces corps était qu'elles étaient composées d'étudiants, donc de niveau d'éducation supérieure, avec une forte concentration sur le droit et l'économie. Les élites traditionnelles étatiques et économiques ont été – et restent partiellement – marquées par ces corps et se retrouvent aujourd'hui dans la gestion des ministères.

Quelles furent les stratégies d'établissement, puis, à partir de 2015, de dédiablement du FPÖ ? Sous la direction de Haider, toutes les consultations à partir de 1986 furent couronnées de succès, sans que la structure de direction du FPÖ et son recrutement changent. Le parti recrutait massivement, se dotait d'organisations spécialisées (femmes, syndicats, paysans, retraités, chefs d'entreprises...), toujours actives en 2017. Les contradictions internes existant entre la direction national-allemande du parti et sa base prolétarisée ne jouaient aucun rôle. Ceci tant que le FPÖ restait un parti d'opposition fondamentale au système. Les choses changèrent en 1999, lorsque le FPÖ devint le premier parti autrichien aux élections générales. Le FPÖ, en devenant le partenaire de coalition égal en droit de l'ÖVP, devait gérer l'économie et le devenir du pays, tout en se coulant dans le moule du système. L'opposition fondamentale était alors abandonnée, ce qui provoquait l'ire des perdants de la modernisation. L'échec de l'élection de 2002 et le grave affaiblissement électoral du parti plaçaient le FPÖ dans une situation de faiblesse vis-à-vis de son partenaire de l'ÖVP. Pris au piège, Haider faisait scission du FPÖ et tentait avec son *Bund* (BZÖ) de fonder un parti nouveau, à la fois populiste, mais aussi gouvernemental, mais réduisant la force du courant national-allemand. En clair, l'arrivée à la gestion des affaires avait tué le FPÖ haiderien incapable de danser à deux mariages, le populisme antisystème et la gestion du pouvoir dans le cadre d'une coalition⁽⁹⁾.

Le FPÖ de Strache a tiré des leçons de la période de gouvernement avec l'ÖVP. Il a compris qu'il faut créer ou recruter une élite de gestionnaires politiques (celui de la coalition avec l'ÖVP était d'une nullité frappante), participer à des coalitions régionales avec l'ÖVP (Haute-Autriche) et le SPÖ (Burgenland), ce qui est le cas depuis 2016, et tirer de la gestion du pouvoir régional une formule magique permettant de tenir l'électorat néo-prolétarien. Ceci sans mettre en péril les postes du noyau national-allemand, qui conserve une très forte influence (par exemple à Vienne) sur les directions du parti nationales et régionales.

Le problème de Strache était donc, pour devenir chancelier, de moderniser le parti, sans risquer une crise semblable à la scission du BZÖ en 2005. Ce chantier est d'abord idéologique, mais aussi sémantique et marginalement organisationnel.

Le FPÖ de Strache a abandonné officiellement, avec une extrême prudence, le discours national-allemand historique. Il l'a remplacé, de manière très conséquente, par le « patriotisme » autrichien (une terminologie, qui a migré en 2016 vers d'autres partis nationaux-populistes, par exemple le FN de Marine Le Pen). La désignation des ennemis (Commission européenne, migrants et réfugiés, gens du voyage...) est effectuée dans un cadre interprétatif national. La nation autrichienne, valeur ultime de référence, doit être défendue à tout prix, mais pas un hypothétique État germanique allant de l'Alsace

9 Cf. P. MOREAU, *De Jörg Haider à Heinz-Christian Strache* (note 4), p. 257 à 293.

à la Pologne. Ce changement fondamental, on passe de l'utopie de l'autodissolution de l'Autriche dans une Grande Allemagne à une orientation nationaliste étroite (avec l'exception du Tyrol du Sud que le FPÖ réclame toujours), avait et a l'avantage d'offrir au parti un discours nouveau en phase avec l'entrée de l'Autriche dans la Communauté européenne. Le FPÖ pouvait devenir un opposant à ce qui est appelé aujourd'hui le « monstre froid de Bruxelles » et à toute tentative de créer un État supranational.

Au titre des autres modernisations, on trouve la question de l'antisémitisme et de son travestissement antisioniste. Strache se montre (comme Marine Le Pen) soucieux de pro-sionisme et condamne tout antisémitisme. Haider était, sans surprise, un anti-communiste fanatique. Strache, vu l'état de l'extrême gauche et du Parti communiste autrichien (KPÖ), ne s'intéresse guère au sujet. La grande nouveauté est la ligne pro-Poutine, et l'existence de contacts extrêmement denses entre le FPÖ et l'administration présidentielle russe et nombre d'oligarques. La Russie a d'ailleurs discrètement financé le FPÖ, ce qui vaut aussi pour l'AfD. Poutine est présenté comme le porteur d'un projet eurasiatique, d'une autre « grande Europe des nations », détachée de l'influence de l'Amérique, vecteur de dépendance économique et de déclin culturel. Les dimensions idéologiques communes entre la Russie et les « patriotes » du FPÖ (et de l'AfD) sont, en dehors du nationalisme et de l'hostilité à l'Europe de Bruxelles, l'engagement de la Russie dans la lutte contre l'islamisme sur le plan militaire⁽¹⁰⁾.

C'est à ce moment que nous trouvons le primat, en 2017, du racisme anti-islamique. Strache a, dès son accession à la direction du FPÖ, choisi dans le cadre du « patriotisme national » de faire de la lutte contre l'immigration un thème central, le tout accompagné d'une critique de la nature « politique » de l'islam en soi (incompatibilité avec la constitution autrichienne et les valeurs qui la sous-tendent). Une orientation qui s'est encore renforcée en 2015 et 2016 avec l'arrivée de quelque 115 000 réfugiés. Le succès de cette stratégie anti-migratoire fut tel que l'ÖVP, et son étoile montante le ministre des Affaires étrangères Sebastian Kurz, devenait le plus chaud ennemi – avec la Hongrie et les autres pays de l'Est – de la politique des réfugiés de Madame Merkel.

2.3. Un nouvel acteur : l'Alternative pour l'Allemagne (AfD)

Les élections fédérales du 24 septembre 2017 ont provoqué un véritable séisme politique en Allemagne. L'AfD, parti national populiste, est devenue la troisième force politique du pays, forte de ses 12,6 % de voix et de ses 94 députés⁽¹¹⁾ sur les 709 sièges à pourvoir au *Bundestag*. Fondé au printemps 2013, le parti a toujours été divisé en interne, entre un courant d'opposition au système et un second, dit plus réaliste à la recherche de coopérations politiques avec les autres partis. Cela ne l'a en rien empêché de se faire entendre dans une campagne monotone, considérée comme jouée d'avance et sans débat de fond entre les grands partis traditionnels. L'AfD en a profité pour se saisir de thématiques longtemps évitées par ses concurrents, à savoir l'avenir de l'Union européenne, la sécurité, l'immigration et la place de l'islam dans la société

10 Cf. <http://orf.at/stories/2245478/>; <http://wirtschaftsblatt.at/home/nachrichten/europa/4973881/AfD-und-FPO-hofieren-Wladimir-Putin-auf-der-Krim>; <http://www.zeit.de/2014/40/russland-oesterreich-kreml-fpoe>; <http://diepresse.com/home/politik/innenpolitik/3824749/Putins-Freunde-in-der-FPO>

11 Depuis les élections, deux membres de l'AfD, l'ancienne présidente Frauke Petry et Mario Mieruch, ont quitté le groupe parlementaire AfD.

allemande, qui ont une grande résonance au sein de l'électorat. Ce dernier a abandonné « la culture de bienvenue » de 2015 au profit d'une xénophobie croissante⁽¹²⁾.

Lui faisaient face les partis populaires (*Volksparteien*) CDU (Union chrétienne-démocrate), CSU (Union chrétienne-sociale en Bavière) et SPD (Parti social-démocrate). Si l'alliance CDU/CSU est arrivée en tête des élections avec 32,9 % des suffrages et reste donc pour la quatrième fois de suite le plus grand groupe au *Bundestag*, la chancelière Merkel en est sortie grandement affaiblie. Son image de femme de pouvoir dominant le jeu politique allemand et européen, son rôle de garante de la stabilité politique, économique et sociale, son aura d'instance morale acquise lors de l'arrivée des réfugiés en 2015 sont fortement remis en cause par un vote largement dirigé contre ses choix politiques des deux dernières années. Sous-estimant l'AfD et percevant mal le revirement de l'opinion publique, de plus en plus sensible à son usure politique, Angela Merkel joue en 2018 son va-tout dans le cadre d'une nouvelle grande coalition avec le SPD, une option rejetée par une majorité d'électeurs⁽¹³⁾.

De son côté, le SPD, emmené par Martin Schulz, ancien président du Parlement européen, a subi une véritable déroute malgré un début de campagne encourageant. Avec 20,5 % des voix et 148 sièges, soit le résultat le plus faible dans la période d'après-guerre, le Parti social-démocrate continue, en 2018, de sombrer.

L'entrée, pour la première fois depuis 1953, de députés d'extrême droite dans la chambre basse, conjuguée à l'essoufflement des partis traditionnels et à l'effondrement de la social-démocratie, conduit à penser que l'Allemagne s'est normalisée (montée du populisme) vis-à-vis de ses voisins européens.

La préhistoire de l'AfD s'étend sur trois ans et remonte au 25 mars 2010. La chancelière Angela Merkel déclarait devant le *Bundestag* que pour sauver la Grèce du désastre financier elle ne voyait d'autre possibilité qu'une aide financière massive de l'Union européenne. Cette mesure fut adoptée le soir même à l'occasion du sommet de l'UE et prit la forme du premier plan de sauvetage. Madame Merkel justifiait ce choix en évoquant une « absence d'alternative ». Cette formule explique le nom choisi par le nouveau parti « Alternative pour l'Allemagne ».

De très nombreux économistes, de toutes sensibilités politiques, étaient en effet d'avis que la politique d'Angela Merkel et de l'UE n'était, en rien, sans alternative. Un professeur d'économie de Hambourg, Bernd Lucke, décida alors d'organiser une résistance intellectuelle. Il fondait à l'automne 2010 le « Plenum des économistes ». Dans un appel explicitement adressé aux économistes et aux professeurs d'université, il évoquait la nécessité de pousser le gouvernement allemand à faire sortir l'Allemagne de la zone euro.

L'adoption du plan de sauvetage, puis la mise en place sur le long terme du mécanisme de stabilité européen (*European Financial Stability Facility*) amenèrent Bernd Lucke et ses collègues à penser que l'influence des économistes universitaires était trop faible pour changer les choses. Courant 2012, Lucke initia la création d'un mouvement de rassemblement *Bündnis Bürgerwille* (Alliance de la volonté citoyenne – BBW). Son

12 P. MOREAU, *Le réveil de l'extrême droite* (note 5), chap. « La fin de la culture de bienvenue ».

13 <https://www.welt.de/politik/deutschland/article173233267/Umfrage-Die-grosse-Koalition-haette-heute-keine-Mehrheit-mehr.html>

manifeste de fondation affirmait que cette formation n'était pas un parti politique mais un mouvement supra-partisan ayant pour objectif de remettre en cause la politique de sauvetage de l'Euro. Il demanda la tenue de consultations populaires sur les abandons de souveraineté et les questions monétaires. Cette critique, très argumentée, était appuyée sur des analyses venues d'acteurs économiques de premier plan comme l'Ifo-Institut. Les thèses de Lucke trouvèrent alors un écho très favorable, non seulement dans les associations des classes moyennes (surtout conservatrices), mais aussi dans les partis politiques (CDU/CSU et FDP). Les futurs fondateurs de l'AfD allaient dans ce contexte disposer d'un vaste réseau de sympathisants et de soutiens qui, en 2013, allaient mettre à la disposition de Bernd Lucke les ressources financières nécessaires à la fondation d'un parti⁽¹⁴⁾.

L'étape suivante fut, à l'automne 2012, la fondation de *Wahlalternative 2013* (Alternative électorale 2013) en tant qu'association politique mais qui ne souhaitait pas participer sous son nom aux élections. L'Alternative se rapprochait alors des *Freie Wähler* (Électeurs libres – FW). Bernd Lucke et le publiciste Konrad Adam furent candidats sur la liste des FW aux élections de Basse-Saxe le 20 janvier 2013. Avec 1,1 % des voix, les Électeurs libres connurent un désastre politique. Lucke en tira une leçon : la nécessité de créer un véritable parti politique sur la base de son association « Alternative électorale 2013 ».

Le 14 avril 2013, soit cinq mois avant les élections au *Bundestag*, l'AfD tenait son congrès de fondation. Les participants élaient une direction, adoptaient des statuts et un programme provisoire. En quelques semaines, le parti disposa d'une implantation dans tous les *Länder* et put publier la liste de ses candidats. Il recueillit aussi, en un temps très court, toutes les signatures nécessaires à l'obtention de son statut de parti politique reconnu. Ce succès organisationnel était le fruit d'un long travail de préparation, passé inaperçu aux yeux des observateurs politiques.

A priori, l'AfD ne semblait pas pouvoir s'imposer face à la concurrence de nombreuses autres formations d'extrême droite, comme le Parti national-démocrate d'Allemagne (*Nationaldemokratische Partei Deutschlands* – NPD), solidement implanté dans les nouveaux *Bundesländer*⁽¹⁵⁾, ou d'autres micro-partis. L'extrême droite militante comptait alors 21 700 membres.

Attaquée de toute part par les partis en place, l'AfD jouissait d'une formidable propagande médiatique, certes négative, mais qui lui permit de populariser ses thèmes et d'atteindre de nombreux électeurs. L'AfD échoua à franchir la barre des 5 % à l'occasion des élections au *Bundestag* et aux régionales de Hesse le 22 septembre 2013 (*Bundestag*: 4,7 %, Hesse: 4,1 %), mais, dès mai 2014, elle effectuait une percée politique décisive aux Européennes (2 070 014 suffrages et 7,1 % des voix, sept élus). Les trois

14 Une remarquable analyse des réseaux d'économistes critiques de l'Euro: Dieter PLEHWE, Matthias SCHLÖGL, «Europäische und zivilgesellschaftliche Hintergründe der euro(pa)skeptischen Partei Alternative für Deutschland (AfD)», in: No SP III 2014-501r, *Discussion Papers*, Project Group Modes of Economic Governance from Social Science Research Center Berlin (WZB), <https://www.econstor.eu/bitstream/10419/104064/1/805509976.pdf>

15 Le NPD franchissait la barre représentative des 5 % en Saxe 2004: 9,2 %, 2009: 5,6 %; en Mecklembourg-Poméranie 2006: 7,3 % et 2011: 6 %. Il échouait de peu en Saxe-Anhalt 2011: 4,6 % et en Thuringe.

consultations régionales qui suivirent eurent lieu dans les nouveaux *Bundesländer* (Saxe : 9,7 %, Brandebourg : 12,2 % et Thuringe : 10,6 %) et furent une nouvelle étape de la consolidation de l'AfD tant sur les plans organisationnel qu'électoral.

Thématiquement, la campagne des élections au *Bundestag* de 2013 porta essentiellement sur les blocages de la construction européenne, en particulier sur l'Euro et le rôle néfaste de la Commission européenne. Les consultations suivantes virent néanmoins l'émergence de nouveaux thèmes porteurs : la politique d'immigration, la protection familiale, les valeurs, l'enseignement et l'énergie, auxquels s'ajouta en Saxe la question de la criminalité en provenance des pays voisins (Pologne et Tchéquie). Dès l'origine, l'AfD se vit accusée d'être un parti populiste de droite, tendanciellement extrémiste, thèse rejetée par la direction du parti qui argumentait que dès sa fondation, elle avait pris soin de se distancer de toute tendance radicale. L'argumentaire de l'AfD montrait cependant ce que l'iconographie de la campagne anti-immigration confirmait : ce parti se rapprochait typologiquement d'autres formations nationales-populistes comme le Front national français ou le FPÖ autrichien. La dénonciation des « vieux partis » présents au *Bundestag*, l'appel à sauver les systèmes de protection sociale menacés par l'arrivée des « étrangers », la critique de l'islam présenté comme une religion politique antithétique des principes constitutionnels démocratiques, la dénonciation d'une immigration incontrôlée renforçaient l'impression d'un glissement vers le national-populisme.

À la phase des succès électoraux de la période 2014 succéda une période de conflits au sein du parti, tant sur la ligne idéologique que sur la question de la direction. Si l'AfD avait trois présidents égaux en droit, Lucke en était la figure médiatique centrale. Les succès de l'AfD dans les nouveaux *Bundesländer* avaient toutefois amené les dirigeants des fédérations régionales à contester de plus en plus sa position dominante. À l'Est, la rhétorique anti-euro avait rapidement été dépassée par les questions liées à l'immigration, évolution idéologique incarnée par Frauke Petry⁽¹⁶⁾. Présidente de la fédération de Saxe, élue comme présidente de l'AfD aux côtés de Lucke et d'Adam, docteur en toxicologie, décorée de l'Ordre du mérite de RFA, femme d'affaires et bête politique, elle n'hésitait pas à contester publiquement certaines décisions prises par Lucke.

L'apparition et le succès du mouvement anti-islamique *Pegida* à Dresde, rassemblant des milliers de personnes (35 000 le 10 janvier 2015) à l'occasion de manifestations de rues, devint le catalyseur du conflit. Lucke et ses proches tenaient Pegida pour un mouvement xénophobe largement infiltré par l'extrême droite, en particulier par le NPD, alors que Frauke Petry estimait qu'il ne fallait pas négliger le potentiel militant de ce mouvement. Il était impératif selon elle d'élargir la base électorale et militante de l'AfD en absorbant le mouvement Pegida et les structures qui lui étaient liées. Sa stratégie fut payante pour prendre les rênes du parti. À l'occasion du congrès d'Essen (les 4 et 5 juillet 2015), Petry et le professeur d'économie Jörg Meuthen furent élus à la présidence, contrairement à Lucke qui n'avait plus de majorité derrière lui. Dans cette nouvelle composition, Petry représentait l'aile national-conservatrice de l'AfD, alors que Meuthen était le ténor des restes de l'aile national-libérale, même si sur le

16 Cf. <https://www.frauke-petry.com/>

plan personnel, il était proche des nationaux-conservateurs et de leurs critiques de la société allemande.

Suivit une vague de démissions au sein de l'AfD, comme en témoignent celles de cinq des sept élus au Parlement européen qui dénonçaient le virage à droite de la direction du parti. Au total, quelque 20 % des adhérents suivirent Lucke et son nouveau parti ALFA (*Allianz für Fortschritt und Aufbruch* – Alliance pour le progrès et nouveau départ), qui ne parvint toutefois pas à devenir un concurrent sérieux de l'AfD.

En septembre 2015, les médias diffusaient des images impressionnantes de la solidarité des Allemands avec les réfugiés («*Refugees Welcome*»). La célèbre phrase d'Angela Merkel «*Wir schaffen das*» («Nous y arriverons»), le 30 août 2015, devenait le symbole d'une société ouverte à la misère du monde. Elle allait rapidement devenir une phrase repoussoir. Les agressions de Cologne, dans la nuit de la Saint-Sylvestre fin 2015, puis l'attentat de Berlin le 19 décembre 2016, qui fit 12 morts et 42 blessés, provoqua un débat sur les erreurs des services de sécurité et les incohérences du système juridique allemand. Tous ces événements, conjugués à l'arrivée de quelque 900 000 migrants et réfugiés en 2015, engendrèrent une crise politique, surtout dans les rangs de la CDU/CSU, et offrit à l'AfD la possibilité d'instrumentaliser une inquiétude collective et un sentiment de méfiance et de rejet de l'islam. L'atout stratégique de ces thématiques était qu'elles permettaient d'aller à contre-courant de tous les partis représentés au *Bundestag*.

Le slogan «Madame Merkel doit partir» devint rapidement le leitmotiv de l'AfD. Aux élections de mars 2016, à l'Est comme à l'Ouest de l'Allemagne, celui-ci s'imposait comme une force politique incontournable. En Saxe-Anhalt, il devenait le second parti régional (24,3 %) derrière le SPD, devançant la CDU en Mecklembourg-Poméranie et, par sa percée en Bade-Wurtemberg (15,1 %), il montrait qu'il pouvait aussi s'implanter à l'Ouest. Avec 157 élus au *Landtag* en 2017 sur 1 821 députés, quelque 26 000 adhérents, une organisation de jeunesse (*Junge Alternative* – JA) avec environ 1200 membres, l'AfD était certes impuissante politiquement face à la politique de *containment* des partis démocratiques, mais bel et bien présente.

L'AfD, devenue un acteur politique de poids, se voyait ouvrir plusieurs champs d'action : peser sur le destin de la chancelière Merkel et influencer le futur gouvernement de la RFA au lendemain des élections au *Bundestag* de l'automne 2017.

2.4. L'élection au Bundestag du 24 septembre 2017

L'affaiblissement des partis traditionnels CDU, CSU et SPD se confirme sur le long terme (CDU/CSU + SPD | 1987 : 81 % des votants ; 1998 : 76 % ; 2005 : 69,4 % ; 2013 : 67,2 % ; 2017 : 53,5 %). La fragmentation du système politique (six partis en 2017) complique la mise en place de majorités stables.

L'Union (CDU plus CSU) fait son plus mauvais score depuis 1949 (32,9 %) et le SPD de son histoire politique dans l'après-guerre (20,5 %). *Grüne* (8,9 %) et *Die Linke* (9,2 %) sont restés à peu près stables, les grands vainqueurs de la consultation étant les libéraux (10,7 %) du FDP et les nationaux-populistes de l'AfD (12,6 %).

La percée de l'AfD est exceptionnelle dans les nouveaux *Bundesländer* (30 %, + 16 %) alors qu'à l'Ouest, elle n'est qu'à 10,7 % (+ 6 %). En Saxe, l'AfD devient même le premier parti régional (27 %) devant la CDU (26,9 %). La croissance de la participation électorale à l'Est comme à l'Ouest a été un facteur de gain pour l'AfD. En effet, la

participation électorale était de 71 % en 2013 et s'élève à 76 % pour ces dernières élections. Le parti peut ainsi s'affirmer comme « un acteur du renouveau de la démocratie allemande », nombre d'électeurs revenant en politique choisissant l'AfD comme parti de représentation.

Les transferts électoraux montrent combien la CDU/CSU s'est affaiblie au profit de l'ensemble des partis concurrents, mais surtout de l'AfD et du FDP. L'AfD gagne des électeurs en provenance de tous les partis, dont presque un million venu de la CDU/CSU (25 %), mais aussi 400 000 d'origine *Die Linke* (10 %) et 470 000 venus du SPD (12 %). Le principal afflux est celui des abstentionnistes mobiles de 2013 (1,2 million, 31 %). Ce parti profite également de l'affaiblissement des partis « divers » de 2013, par exemple le Parti des Pirates ou le NPD. L'objectif d'Alexander Gauland d'attirer les électeurs nationaux-conservateurs déçus par la politique de Madame Merkel a pleinement porté ses fruits en 2017.

La sociographie des électeurs 2017 montre pour l'AfD une forte continuité avec les élections régionales de la période 2015-2017. L'AfD est un parti préféré par les hommes (15 %), 9 % seulement des femmes le choisissent. De plus, plus le niveau de formation est élevé, moins l'AfD trouve d'électeurs.

Tableau 6 : Le choix partisan par sexe et niveau de formation (en %)

	Homme	Femme	Bas niveau	Haut niveau
Électeurs <i>Grüne</i>	8	10	4	14
Électeurs CDU/CSU	30	36	38	30
Électeurs SPD	20	21	26	18
Électeurs <i>Die Linke</i>	9	9	6	10
Électeurs FDP	12	10	8	13
Électeurs AfD	15	9	14	9

Source : Infratest Dimap.

Une ventilation plus précise montre que l'AfD obtient 14 % chez les votants ayant une formation qualifiée de « bas niveau », 17 % dans la catégorie « collège », 10 % chez ceux ayant le bac et 7 % seulement des votants ayant été à l'université.

La ventilation par tranche d'âge montre que l'AfD obtient ses meilleurs scores chez les 25-59 ans, catégorie dans lesquelles il progresse le plus par rapport à 2013. Les plus jeunes et les plus de 60 ans sont, pour leur part, tendanciellement résistants au choix AfD.

Tableau 7 : le choix partisan par tranche d'âge et évolution par rapport à 2013 (en %)

	CDU 2017	Évolution 2013-2017	FDP 2017	Évolution 2013-2017	AfD 2017	Évolution 2013-2017
18-24	24	-7	12	+7	10	+4
25-34	26	-11	11	+6	14	+8
35-44	30	-10	11	+6	16	+10
45-59	31	-7	11	+7	14	+9
60-69	35	-10	10	+5	12	+8
70 et plus	45	-9	10	+5	7	+5

Source : Infratest Dimap.

Derrière la percée de l'AfD chez les 25-59 ans on peut supputer une dimension économique (chômage, peur d'une dégradation de la situation personnelle). Le choix par catégorie professionnelle confirme la « prolétarianisation » de l'AfD, perceptible lors des élections régionales de la période 2016-2017.

Tableau 8 : le choix partisan par profession et évolution par rapport à 2013 (en %)

	AfD 2017	Évolution 2013-2017
Ouvrier	21	+ 15
Employé	12	+ 7
Indépendant	12	+ 7
Retraité	11	+ 7
Chômeur	21	+ 18

Source : *Infratest Dimap*.

L'existence d'une population pauvre et la perception grandissante d'une certaine injustice sociale au sein de la société allemande pourraient faire penser que l'AfD version 2017 est une chambre d'écho électorale du « quart-monde allemand ». Si la prolétarianisation de l'électorat du parti est évidente, l'AfD attire cependant des électeurs de toutes les sensibilités politiques et de toutes les couches sociales, y compris parmi les « gagnants de la modernisation ». Un sondage Yougov d'août 2017 montrait que 25 % des électeurs AfD gagnaient moins de 1 500 euros par mois, 38 % de 1 500 à 3 000 euros et 25 % plus de 3 000 euros⁽¹⁷⁾. Les difficultés économiques existantes ne sont donc pas l'élément central d'explication du choix AfD. Ainsi, en septembre 2017, 78 % de la population (74 % au moment de l'élection au *Bundestag* de septembre 2013) trouve que l'économie va bien ou très bien. Seulement 21 % de la population est d'un avis contraire et seulement un quart des électeurs AfD estiment être dans une situation personnelle mauvaise⁽¹⁸⁾.

En revanche, les électeurs AfD sont de loin ceux qui se sentent le plus victimes des inégalités et reprochent à la Grande Coalition de ne pas avoir tenté de corriger les disparités sociales et l'enrichissement des mieux lotis. Ainsi, 42 % des électeurs AfD ont le sentiment de se sentir plutôt défavorisés en Allemagne, pour seulement 16 % sur l'ensemble des sondés. Ce pessimisme aboutit au fait que les électeurs AfD sont, et de loin, les plus insatisfaits du fonctionnement de la démocratie allemande (20 % de satisfaits, 80 % d'insatisfaits). D'où l'existence d'un vaste discours AfD sur la « modernisation de la démocratie », en particulier de la « démocratie directe ».

Ces indicateurs permettent de comprendre les réticences de la moitié des sondés vis-à-vis du travail de la Grande Coalition (satisfaits : 51 %, insatisfaits : 49 %) malgré la prospérité économique. La clé de ce malaise est à chercher dans l'appréciation de la politique des réfugiés de la Grande Coalition et dans les choix de Madame Merkel depuis 2015. Le mécontentement est particulièrement fort à l'Est (64 % d'insatisfaits à l'Est, 52 % à l'Ouest).

17 <http://www.zeit.de/politik/deutschland/2017-08/afd-waehler-terrorbekaempfung-integration>

18 *Infratest Dimap*.

Tableau 9 : L'appréciation de la politique des réfugiés de Madame Merkel (en %)

	Satisfait	Mécontent
Ensemble des sondés	45	55
Électeurs <i>Grüne</i>	78	22
Électeurs CDU/CSU	66	34
Électeurs SPD	48	52
Électeurs <i>Die Linke</i>	38	62
Électeurs FDP	37	63
Électeurs AfD	0	100

Source : Infratest Dimap.

Les sondés voient ainsi dans le thème de l'immigration, sous toutes ses formes, le premier problème (44 % des sondés), suivi par la question des retraites (24 %), elle aussi articulée autour de la peur d'un effondrement du montant des retraites à cause des coûts de l'immigration (réfugiés et demandeurs d'asile économiques). D'autres dimensions, comme la justice sociale (16 %), l'éducation (13 %), la criminalité (9 %) et le chômage (8 %) ont, bien sûr, également contribué à la percée de l'AFD.

Tableau 10 : Les peurs en 2017 (en %) « Je m'inquiète fortement que... »

La criminalité continue d'augmenter	62
L'influence de l'islam continue de croître en Allemagne	46
Trop d'étrangers viennent en Allemagne	38

Source : Infratest Dimap.

Le tableau des peurs est révélateur : criminalité, peur de l'islam, immigration, autant de thèmes que l'AFD traite abondamment dans son programme politique et qui furent longtemps délaissés par les grands partis. Ainsi, au cœur du choix AfD (« Les raisons premières de mon choix AfD »), on trouve trois thèmes prioritaires : combattre le terrorisme : 69 % ; combattre la criminalité : 61 % ; contrôler l'arrivée des réfugiés : 60 %. Néanmoins, cette offre programmatique ne donne pas à l'AFD une réelle compétence (lutte contre la criminalité : 9 % ; politique des réfugiés : 8 % ; lutte contre le terrorisme : 7 % ; justice sociale : 4 %).

Les sondés estiment que les « partis populaires » sont les meilleurs garants de la prospérité et de l'avenir. Ils n'ont aucune illusion ni sur l'AFD, ni sur le FDP.

Comment, avec des compétences perçues par les électeurs comme aussi faibles, expliquer les 12,6 % de suffrages pour l'AFD ? D'une part, il s'agit d'un vote de protestation contre tout ce qui ne va pas en Allemagne, donc d'une vision utilitaire du choix AfD (châtier les partis du système, les « vieux partis »), mais aussi d'une volonté de correction des problèmes apparus depuis 2015. On peut formuler l'axiome suivant : préserver le cap économique et social, mais contraindre les partis en place à admettre leurs erreurs, en particulier l'absence de communication entre l'élite politique et les « masses », en donnant un cap rassurant pour l'avenir (contrôler l'immigration et ses coûts à long terme).

Le choix AfD 2017 est donc commandé par la déception des électeurs envers les autres partis. Les candidats AfD têtes de liste ne jouent qu'un rôle secondaire (10 %). Ce qui compte est le « programme » du parti (76 %), non pas dans le sens d'une offre idéologique structurée, mais sous l'aspect d'une pression politique exercée par l'AFD

au *Bundestag* et dans la rue sur les thèmes de la sécurité, de l'immigration et de la cohésion de la « communauté du peuple allemand », en clair de l'identité.

Tableau 11 : La perception de l'AFD (en %), ensemble des sondés et électeurs AfD

Ensemble des sondés	
A mieux compris que les autres partis que nombre de gens ne se sentent pas en sécurité	49
Veut réduire l'influence de l'islam en Allemagne	37
Souhaite réduire l'arrivée de réfugiés	35
Ne prend pas suffisamment ses distances d'avec les positions extrémistes de droite	86
Électeurs AfD	
Il est avant tout là pour changer, avec ses coups de boutoirs, la politique d'immigration	92
C'est le seul parti avec lequel je peux exprimer ma protestation	85
Ne prend pas suffisamment ses distances d'avec les positions extrémistes de droite	55

Source : Infratest Dimap.

La dimension protestataire est évidente. L'indicateur « extrémiste » est lui aussi important. Le choix AfD n'est pas, de toute évidence, une adhésion à un néo-national-socialisme renaissant, mais une volonté de correction identitaire et sécuritaire.

En conclusion, les électeurs AfD restent bien les « croisés d'une société fermée »⁽¹⁹⁾. L'offre faite par l'AFD d'une communauté allemande « hérissée », unie pour résister aux changements politiques et sociaux en cours, n'en reste pas moins attractive pour une frange de la population désorientée et choquée par une immigration perçue comme incontrôlée et potentiellement destructrice des acquis sociaux et économiques du passé, de l'identité allemande et de sa « culture dominante ».

3. Les programmes

3.1. Les programmes de l'AFD 2014-2017

Les raisons du succès électoral de l'AFD résultent en partie de sa faculté à avoir su adapter son programme en fonction des évolutions du mécontentement des électeurs. En Europe, la montée généralisée du populisme est souvent attribuée à la peur des citoyens de la globalisation et de l'appartenance au groupe des perdants ou perdants potentiels de la modernisation des emplois. Or, selon la fondation Bertelsmann, le fait que les candidats soient « beaucoup plus » ou seulement « un peu plus » en faveur du libre-échange n'a que marginalement influencé le choix de l'électeur pour les dernières élections du *Bundestag*. De même, en observant les priorités des électeurs de l'AFD, la thématique de la lutte contre la globalisation n'est plus centrale, même si des « corrections » restent attendues.

De même, la position de l'AFD vis-à-vis de l'Union européenne, à l'origine de la fondation du parti, a évolué progressivement. Si durant la crise financière l'Euro est qualifié de destructeur de la démocratie, de l'État de droit, de la division des pouvoirs ou encore de l'économie de marché social, un changement radical est apparu à partir

19 Pascal PERRINEAU (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, Paris, Éditions de l'Aube, 2001.

de 2015. L'Europe comme seul bouc-émissaire des maux de la société allemande ne suffit plus et les candidats appelant à un retrait de l'Allemagne vis-à-vis de l'UE se trouvent fragilisés électoralement. En atteste le sondage réalisé en 2016 par *Infratest Dimap* : 48 % des sondés voient dans l'adhésion à l'UE un gain, niveau non atteint depuis 1999. Seuls 14 % de la population sont clairement hostiles à l'UE. Ce niveau est tout à fait insuffisant pour concentrer un programme uniquement sur un discours anti-européen et explique un glissement très net du national-libéralisme au conservatisme national du parti, avec notamment la mise à l'écart de Lucke.

Le programme de 2016, avec ses 95 pages, a donc pour ambition de couvrir la totalité des champs politiques, économiques, sociaux et culturels. La lecture de ce texte, par-delà les (problèmes) thématiques de son contenu, donne une impression de relative solidité analytique. La « patte » des universitaires est reconnaissable et montre que l'AfD n'est politiquement pas un parti « à thème unique » et qu'il offre aux électeurs un cadre d'orientation idéologique clair. En ce sens, l'AfD est certes un parti de protestation, mais aussi « un parti de rupture » et une machine de guerre idéologique construite.

Enfin, l'arrivée à la direction du SPD de Schulz et la baisse de popularité de l'AfD dans les sondages au premier trimestre 2017 a conduit une nouvelle fois le parti à réagir. Il a publié le 9 mars un programme complémentaire à celui de 2016, précisant sur de très nombreux points ses positions sociales, économiques et politiques⁽²⁰⁾.

Programme AfD	
Système politique	Rétablissement de la démocratie face à l'oligarchie politique actuelle Limitation à quatre mandats pour les élus au <i>Landtag</i> ou au <i>Bundestag</i> Multiplication des référendums basés sur le modèle suisse Réduction de l'influence des lobbys
Économie	Simplification de l'imposition pour les familles à faibles revenus Rejet de l'imposition des plus riches Suppression de l'impôt sur les successions Ajout dans la Loi fondamentale d'une clause limitant les dépenses et les impôts (sans précision) pour modérer le pouvoir de l'État Aides aux familles et à la natalité
Immigration	Stopper radicalement l'arrivée de nouveaux réfugiés, appel à une immigration « négative » (départ forcé de migrants installés dans le pays) Fermeture des frontières, appel à une police des frontières renforcée Suppression du droit d'asile Révision de la Loi fondamentale pour rendre possible la déchéance de nationalité
Sécurité	Réforme et renforcement de la police Lutte contre la criminalité organisée transnationale Lutte contre la petite criminalité Révision du droit pénal des mineurs Transformation des postes frontières en zones de rétention
Religion	Interdiction des minarets, des appels à la prière des Muezzins et du voile intégral : l'islam « n'appartient pas à l'Allemagne » L'abattage rituel juif ou musulman doit être proscrit Retrait du statut de collectivité de droit public pour les organisations islamiques
Europe	Transfert des compétences de l'UE au profit des États souverains Remplacement à moyen terme de l'Euro par le <i>Deutsche Mark</i> Refus de l'adhésion de la Turquie à l'UE

20 Cf. https://www.alternativefuer.de/wp-content/uploads/sites/111/2017/03/2017-03-08_afd_leitantrag-bpt-btw-programm_mit-zeilennummern-1.pdf

International	Départ des troupes étrangères du sol allemand et des armes nucléaires Rétablissement du service national Coopération renforcée avec Vladimir Poutine et retrait des sanctions économiques contre la Russie
Valeurs	Redéfinition de ce qu'est le « peuple », avec la mise en place d'une « culture dominante » s'appliquant à tout résident Remplacement du droit du sol par le droit du sang Préférence nationale exigée comme principe de référence économique et social, « Les Allemands d'abord » Défense de la langue allemande Lutte contre l'acculturation Préservation de la <i>Heimat</i> Considération de la politique d'égalité homme/femme comme un faux féminisme Culture de la mémoire allemande, élargissement des perspectives historiques en tenant compte des contenus identitaires positifs
Environnement	Diktat des climato-sceptiques Annulation de l'Accord de Paris sur le climat Retour sur l'abandon du nucléaire Abandon de la loi sur les énergies renouvelables et fin des subventions pour la bioénergie
Justice sociale	Défense du salaire minimum Possibilité de prendre sa retraite après 40 ans d'activité Prolongation des indemnités de chômage après la perte d'un emploi

De fait, ce programme national et social est sensiblement plus radical que celui de 2016, mais reste incontestablement dans le cadre de ce que permet la constitution allemande, à l'exception de deux points : la suppression du droit d'asile et la déchéance de nationalité. La seule nouveauté – commandée par l'impératif électoral – est la volonté de l'AfD de distribuer des cadeaux à tous les électeurs. Les familles, les riches et les pauvres, les travailleurs et les retraités se voient offerts – comme l'avait évoqué Kohl après la réunification – des « paysages prospères ». L'axe central reste cependant la lutte contre l'immigration et la double dimension identitaire et sécuritaire.

3.2. Le programme 2017 du FPÖ et sa compatibilité avec celui de la Liste Kurz

Les programmes 2016 et 2017 de l'AfD ressemblent à celui du FPÖ, tant sur les plans migratoires et culturels que sociaux et politiques. La comparaison du programme FPÖ et celui de la Liste Kurz nous semble utile et très révélateur de la compatibilité des deux partis. Si l'on isole les thèmes centraux de la campagne électorale, une coalition gouvernementale était une option évidente.

Programme	Liste Kurz	FPÖ
Économie	Réduire les impôts de 43 % à 40 %, soit un allègement annuel de 12 à 14 milliards, et lutter contre la fraude fiscale Ramener le taux d'endettement à 60 % à moyen terme Inscrire dans la constitution un frein à l'endettement Lutter contre la politique du taux d'intérêt zéro de la Banque centrale européenne et s'opposer à l'abolition des espèces Fin de l'optimisation fiscale transnationale pour les grandes entreprises du E-Commerce Réformer le système de solidarité de revenus active pour les chômeurs	Réduire les impôts de tout type de 43,2 % à moins de 40 % (coût 12 milliards) ceci par tranche annuelle de 0,5 % Limiter les dépenses sociales (gain 3,8 milliards) Fin de l'optimisation fiscale transnationale pour les grandes entreprises du E-Commerce Organisation de référendums pour les partenariats transatlantiques de commerce et d'investissement Suppression des tribunaux commerciaux Unification des caisses de sécurité sociale

	Réduire les formalités administratives des fonds de sécurité sociale. Unification des caisses de sécurité sociale	
Travail/ Emploi	Privilégier un concept unique « d'employés » qui concernerait 1,4 million de travailleurs et 2 millions d'employés entraînerait une modification des conventions collectives et une unification des délais de préavis et des règles de paiement des salaires en cas de maladie.	Réduire les coûts du travail des entreprises et l'imposition de 25 à 12,5 % Offrir une dérégulation administrative et des aides à l'implantation pour que les compagnies autrichiennes restent Réformer le minimum social et l'octroyer aux seuls Autrichiens
Immigration	Fermer les routes migratoires méditerranéennes et des Balkans Expulsion des migrants illégaux Réduire les allocations dont bénéficient les étrangers Cesser d'investir dans les jardins d'enfants islamiques	Fermer les routes migratoires méditerranéennes et des Balkans Expulsion des migrants illégaux Créer un portefeuille « pour la Protection de la patrie et la Culture dominante » Ne pas autoriser les demandeurs d'asiles à travailler, le droit au travail ne concernant que les seuls Autrichiens
Sécurité	Augmentation du nombre des policiers et dotation de moyens techniques Protection des frontières autrichiennes et collaboration avec Frontex Lutte contre la criminalité organisée transnationale Lutte contre la petite criminalité et le trafic de drogues	Augmentation du nombre des policiers et dotation de moyens techniques Protection des frontières autrichiennes et création d'une police des frontières Lutte contre la criminalité organisée transnationale Lutte contre la petite criminalité et le trafic de drogues

4. Mise en perspective

On peut tirer avec prudence un premier bilan contrasté des premiers mois du gouvernement bleu-turquoise. Le FPÖ a obtenu de Kurz les ministères qu'il souhaitait pour conforter son profil sécuritaire et social. À long terme, le FPÖ espère utiliser ces ministères pour attirer une élite politique nouvelle et consolider son image de gestionnaire des affaires publiques.

S'il est certain que Strache rêve toujours de devenir chancelier, Kurz fait montre d'une extrême capacité manœuvrière aux plans intérieur et extérieur, alors que le FPÖ a été rattrapé par son histoire. Le chancelier Kurz progresse dans les sondages⁽²¹⁾ et sa liste (ÖVP) est à 34 %, alors que le FPÖ stagne à 25 %.

Les élections de Basse-Autriche furent très ambiguës pour les deux formations. L'ÖVP obtenait certes la majorité absolue, mais perdait des voix par rapport à la consultation précédente (ÖVP 49,63 %, moins 1,16 point de pourcentage, SPÖ 23,92 [+ 2,35], FPÖ 14,76 [+ 6,55], les *Grünen* 6,43 % [- 1,63] et les NEOS 5,15 %). Certes le FPÖ progressait, mais ne pouvait effectuer la percée attendue, 147 000 électeurs FPÖ 2013 restant chez eux⁽²²⁾.

21 https://diepresse.com/home/innenpolitik/5360631/Vertrauensindex_Kern-knapp-vor-Strache-Moser-startet-rasant

22 <http://www.sora.at/themen/wahlverhalten/wahlanalysen/ltw-noe18.html> ; <http://www.sora.at/nc/news-presse/news/news-einzelsicht/news/147000-fp-waehler-der-nationalratswahl-blieben-zuhause-829.html>

Ceci à la suite de l'« affaire Udo Landbauer ». Cette tête de liste du FPÖ était membre de la *Corpo Germania*, qui avait publié un carnet de chansons violemment antisémites. Ce texte devenu public, Landauer démissionnait de ses fonctions, sous la double pression du président de la République, mais aussi discrètement de Sebastian Kurz⁽²³⁾. L'opinion publique condamnant l'antisémitisme de cette *corpo*⁽²⁴⁾, le gouvernement a décidé de dissoudre *Germania*. Ce scandale provoquait indirectement une crise dans le FPÖ. Strache affirmait (sans rire) que les *corpos* et le FPÖ étaient différents et qu'il fallait se positionner contre « tout antisémitisme, racisme et pensée totalitaire »⁽²⁵⁾. Il se vit alors confronté à un *shitstorm* corporatiste sur Facebook⁽²⁶⁾ et se heurta à la résistance souterraine de l'appareil et des élus FPÖ, issus de ces corporations⁽²⁷⁾. Pour se dépatrer de l'affaire, il annonça la création d'une commission historique chargée de rendre compte du passé du FPÖ et donc des *corpos*, en particulier dans ses rapports au national-socialisme⁽²⁸⁾. Les retombées de cette crise ne sont pas encore mesurables, mais il est certain que le FPÖ est entré dans une zone de turbulence qui pourrait aboutir à un renforcement politique du chancelier Kurz.

23 <https://derstandard.at/2000073429845/FPOe-Spitzenkandidat-Landbauer-legt-alle-politischen-Funktionen-zurueck>; <https://www.news.at/a/oevp-fpoe-geschichte-fpoe-kanzler-kurz-8844231>

24 <https://www.profil.at/oesterreich/umfrage-grosse-ablehnung-germania-8852931>

25 <https://derstandard.at/2000073241867/Straches-Festrede-beim-Akademikerball-Wir-sind-nicht-so>

26 <https://derstandard.at/2000073128177/Shitstorm-gegen-Strache-nachdem-er-Antisemitismus-verurteilte>

27 <https://derstandard.at/2000073029690/Buende-fuers-Leben-FPOe-Minister-vertrauen-auf-Burschenschafter?ref=wl>; https://diepresse.com/home/innenpolitik/5360772/FPOe_Die-Burschenschafter-im-Nationalrat#slide-5360772-3

28 http://www.wienerzeitung.at/nachrichten/oesterreich/politik/944032_Die-braunen-Flecken-der-Blauen.html; https://diepresse.com/home/innenpolitik/noewahl/5364815/FPOeGeschichte_Keine-hochtrabende-Kommission

En Allemagne, la première évidence est que Madame Merkel est très affaiblie politiquement et qu'elle sait devoir préparer sa succession. De nouvelles personnalités ont certes émergé avec les victoires régionales de Sarre, de Rhénanie du Nord-Westphalie et du Schleswig-Holstein, mais l'appareil CDU est aujourd'hui en crise. Celle-ci repose sur une évidence : la politique de la chancelière est beaucoup plus à gauche que ne le souhaitent les adhérents de la CDU⁽²⁹⁾. De plus, le prochain gouvernement de coalition n'a en rien résolu la question de l'immigration, qui ne connaît pas de « limite maximale ». Cette situation est un véritable boulevard politique pour l'AfD qui se renforce dans les sondages de février 2018. Le seul atout actuel des partis démocratiques est que les 92 députés AfD ne peuvent mettre en péril l'ordre démocratique ou abolir la constitution allemande.

Résumé

La fondation de l'AfD et la marche au pouvoir du Parti de la Liberté (Freiheitliche Partei Österreich – FPÖ) sont un aspect des changements en cours des systèmes politiques en Europe, qui connaissent une double poussée populiste de gauche et nationaliste. L'arrivée à la cogestion du pouvoir en alliance avec les conservateurs de la Liste Kurz du FPÖ n'est pas une surprise politique, la place électorale grandissante des Freiheitlichen, depuis les élections présidentielles de 2016 (46,21 % des suffrages), rendant cette hypothèse plus que vraisemblable dans le cadre de la non-reconduction d'une grande coalition ÖVP-SPÖ. La percée de l'Alternative pour l'Allemagne (Alternative für Deutschland – AfD) aux élections au Bundestag de 2017 fut par contre un tsunami politique. Les deux partis appartiennent à la famille des formations nationales-populistes. Leur dénominateur commun est d'opposer le peuple aux élites, perçus comme deux groupes homogènes et antagonistes. Leur discours se caractérise par un appel au peuple « mythique, idéal ou imaginaire ». Au cœur de leur propagande, par-delà une offre sécuritaire et autoritaire, on trouve la question identitaire et son corrélat du double rejet des immigrations et de l'islam. Avec ces thèmes portants, l'AfD et le FPÖ ont rassemblé un double électorat néo prolétarien (les perdants de la globalisation), mais aussi une frange grandissante de gagnants de la modernisation, opposés au multiculturalisme et aux migrations.

Zusammenfassung

Die Gründung der AfD und die Machtbeteiligung der Freiheitlichen Partei Österreich (FPÖ) sind Aspekte des aktuellen Wandels der politischen Systeme in Europa, die unter dem Druck sowohl linker als auch nationalistischer Populisten stehen. Es ist keine politische Überraschung, dass die FPÖ in einer Koalition mit den Konservativen der Liste Kurz die Regierungsgewalt übernommen hat. Vielmehr war diese Hypothese seit den Präsidentschaftswahlen von 2016 (mit 46,21% der Stimmen für den FPÖ-Kandidaten) mehr als wahrscheinlich, um die Große Koalition von ÖVP und SPÖ zu beenden. Dagegen war der Wahlerfolg der Alternative für Deutschland (AfD) bei den Bundestagswahlen 2017 ein politischer Tsunami. Beide Parteien gehören zur Familie

29 https://www.focus.de/politik/deutschland/studie-der-konrad-adenauer-stiftung-cdu-mitglieder-sehen-sich-klar-rechts-von-der-partei_id_8034114.html

der nationalpopulistischen Gruppierungen. Ihre gemeinsame Basis ist die Betonung eines Gegensatzes zwischen dem Volk und den Eliten, die als zwei homogene und antagonistische Gruppen wahrgenommen werden. Charakteristisch für ihren Diskurs ist der Bezug auf ein „mythisches, ideales oder imaginäres“ Volk. Im Zentrum ihrer Propaganda stehen – neben sicherheitspolitischen und autoritären/obrigkeitsstaatlichen Fragen – die Frage der (nationalen) Identität und ihr Korrelat der Ablehnung sowohl der Zuwanderung als auch des Islam. Mit diesen Kernthemen haben AfD und FPÖ sowohl eine neoproletarische Wählerschaft der Globalisierungsverlierer als auch eine wachsende Gruppe von Modernisierungsgewinnern, die Multikulturalismus und Zuwanderung ablehnen, erreicht.

Abstract

The founding of the AfD (Alternative für Deutschland – Alternative for Germany) and the participation in power of the FPÖ (Freiheitliche Partei Österreich – Freedom Party of Austria) are aspects of the current changes of the political systems in Europe who are put under pressure by left wing as well as nationalist populists. The FPÖ's taking over the governmental power in a coalition with the conservatives of the Liste Kurz has not come as a political surprise. Indeed, since the 2016 presidential elections (with 46.21% of the vote for the FPÖ's candidate), this hypothesis was more than likely in order to put an end to the grand coalition of ÖVP (Österreichische Volkspartei – Austrian People's Party) and SPÖ (Sozialdemokratische Partei Österreichs – Social Democratic Party of Austria). By contrast, the electoral success of the AfD at the 2017 Bundestag elections was a political tsunami. Both parties belong to the family of national-populist formations. Their common basis is the emphasis on a contrast between the people and the elites perceived as two homogeneous and antagonistic groups. Characteristically, their discourse pertains to a “mythic, ideal, or imaginary” people. Besides security policy and authoritarian issues, the topic of (national) identity and its correlate of the rejection of immigration and Islam are at the heart of its propaganda. With these core topics, both AfD and FPÖ have won over a neo-proletarian electorate of losers of globalization as well as a growing fringe of winners of modernization who reject multi-culturalism and immigration.